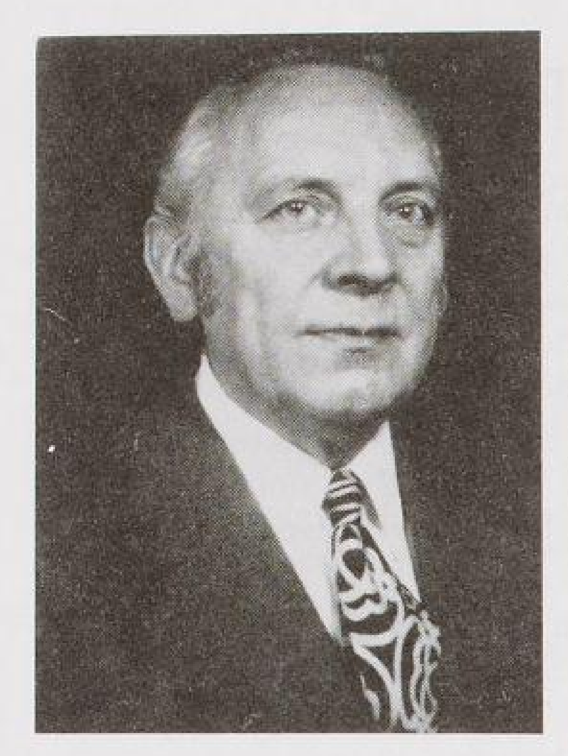
ÉLECTIONS LÉGISLATIVES DES 21 ET 28 MARS 1993

6ᵉ CIRCONSCRIPTION



LE BILAN CATASTROPHIQUE DE L'ENTREPRISE FRANCE

Déficit public total endettement emprunts : 4.450 milliards de F (178.000 F par foyer fiscal)
Déficit du budget de l'État : 1.441 milliards
Déficit du budget : 235 milliards
Déficit de la politique de l'emploi : 230 milliards
Coût de l'immigration : 250 milliards
Déficit prévisible Sécurité Sociale/retraite : 80 milliards

Une banque sur quatre dans le rouge :
600 milliards bloqués suite investissements immobiliers invendus

LA FRANCE EST EN RÉCESSION

SORTIR DE LA CRISE

100 F de social contre 90 F de P.N.B. = dépôt de bilan

4.800.000 chômeurs, 6 millions pour le futur avec les enfants nés d'immigrés.
230.000 immigrés en plus chaque année.
50.000 faillites par an.
4.000.000 de crimes et délits.
200.000 séropositifs du sida.
6.000 décharges de déchets domestiques et hospitaliers sur le territoire.
Les cours mondiaux agricoles fixés à Chicago !
L'agriculture et la pêche au désespoir.
L'industrie en licenciement et délocalisations à l'étranger.
La mafia du crime et de la drogue en souterrain.

COMMENT ?

Ni marxisme, ni capitalisme sauvage, ni économie camouflée à nationalisations brutales ou rampantes à déficits

Une nouvelle économie complémentaire libérale-sociale de retour à la croissance, de compétitivité et capable de réduire le chômage.

Économie sociale :

— minimale de base conservée avec la protection sociale et les droits acquis gérée avec rigueur ;
— semaine de 30 heures avec les charges sociales ; droits acquis maintenus, salaires indexés ;
— extension au TRAVAIL PARTIEL avec charges sociales réduites.

Économie libérale complémentaire sans charges :

— pour ouvrir la voie aux mutuelles et retraites complémentaires, semaine de 10 heures facultatives ;
— favoriser l'exportation et réduire les dettes de l'État.
— accroître le pouvoir d'achat des salariés ; diminuer les coûts de production ;
— possibilité pour nos entreprises de moderniser leurs équipements.

LES MOYENS

Un train de 25 mesures financières et de 65 réformes administratives, notamment :

FINANCIÈRES

FINANCES :	économie budgétaire 5 % par an économie sur dettes publiques 5 % par an.
MONNAIE :	réaménagement S.M.E., inflation annuelle 1 %.
RELANCE :	abaisser taux d'intérêts.
BATIMENT :	plus-values résidences secondaires à 15 ans, transformation démocratique du loto.
GRANDS TRAVAUX :	à investissements privilégiés privés.
IMPÔTS :	allègement et dégressivité pour encourager l'effort.
TAXES	sur salaires et professionnelles sur C.A., surtaxe sur produit de luxe.
IMMIGRATION :	arrêt sans contrat de travail. Suppression du regroupement familial. Aides aux pays d'origines contre retours.
G.A.T.T. :	renégociation des tarifs fixés à Chicago.
EXPORTATIONS CONTINGENTÉES :	prix plancher.
FISC :	simplification Code des Impôts 2.800 pages, des dizaines de milliers de circulaires.
PRÊTS ÉTRANGERS :	réduction.

ADMINISTRATIVES

ENSEIGNEMENT :	décentralisation des rectorats, qualification apprentis par les entreprises, maintien émulation, écoles publiques, écoles privées, gratuité jusqu'à l'agrégation et grandes écoles sur sélection.
ENVIRONNEMENT :	création véritable administration. Mise en chantier 200 usines d'incinération. Lutte antipollution. Emplois réservés aux agriculteurs.
JUSTICE :	le président du Conseil National de la Magistrature élu, et non le président de la République. Procédures écrites.
SÉCURITÉ :	plus de police, primes danger et de nuit, lutte contre le racisme interférent.
SANTÉ :	lutte antisida, pédagogie écoles.
ADMINISTRATION :	transformée en entreprises.
INSTITUTIONS :	révision art. 40 et 49.3, quinquennat présidence de la République renouvelable une fois.
EUROPE :	révision traité Maastricht, monnaie commune et non unique.
AFFAIRES ÉTRANGÈRES :	embargos antidictatoriaux.

CONCLUSION

Responsabilité générale concernant les dépenses sociales et publiques.
Encouragement à l'effort.
Développement productivité, compétitivité.
Lutte sans merci contre le fléau chômage.
Envoyer à l'Assemblée Nationale des hommes nouveaux, compétents, ingénieux, probes, dévoués au bien commun. Ne laissez pas l'État jouer à la roulette.

VOTEZ EN MASSE pour le candidat Républicain Démocrate Indépendant

Dr Pierre ETOURNEAU

Chirurgien-dentiste - Admis au concours d'école normale d'instituteurs
Ancien fonctionnaire de l'État - Ancien officier du Génie
Capitaine honoraire de réserve du service de santé
Membre de la Ligue des contribuables

VU LE CANDIDAT

IMP. YVETOTAISE